

Prologue à la conférence du désarmement

Autor(en): **Léderrey**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Allgemeine schweizerische Militärzeitung = Journal militaire suisse = Gazzetta militare svizzera**

Band (Jahr): **78=98 (1932)**

Heft 2

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-10788>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Die Vorgänge bei Blau sind mir nicht ausreichend bekannt. Die Verbindungen waren dort jedenfalls schwierig und die Märsche lang. Für Rot stelle ich den Gehilfen im Divisionsstab, den Unterführern und deren Gehilfen das Zeugnis aus, dass die befohlene Aufklärung, Sicherung, Bereitstellung am 22. pünktlich ausgeführt worden ist.

W.

Prologue à la conférence du désarmement.

Colonel Léderrey.

Une vaste conférence s'efforce de résoudre la question du désarmement. Depuis qu'on en a entrepris l'étude, les années ont passé sans aplanir les difficultés, la situation économique est devenue angoissante et de gros nuages noirs, précurseurs d'une tempête, barrent l'horizon.

Où allons-nous? Vivons-nous encore dans la période d'après guerre ou sommes-nous déjà à la veille d'un nouveau conflit mondial, précédant, à coup sûr cette fois-ci, l'avènement du communisme? Si gouverner c'est prévoir, il est impossible que les gouvernements qui sont représentés à Genève n'aient pas prévu cet aboutissement fatal d'une nouvelle guerre, guerre que seuls les communistes peuvent désirer aux fins de hâter la bolchévisation du monde.

Deux thèses essentielles sont en présence: celle de la France, qui voudrait faire passer la sécurité avant le désarmement et celle de la Russie, qui a proposé le désarmement pur et simple, s'attirant ainsi la sympathie et l'admiration des membres de la Société des nuages (comme les appelle de Reynold), lesquels, sourds et aveugles en présence de la brutale réalité, s'obstinent à considérer les armées comme le seul obstacle à leur rêve de paix éternelle. Les suivre équivaldrait à préparer l'avènement du communisme.

La suppression des armées n'amènera pas plus celle des conflits que la suppression des pompiers n'entraînerait celle des incendies. Même sans force armée les peuples ont trouvé et par conséquent trouveront les moyens de se battre.

Le jour où les haines, les ambitions et les convoitises auront désarmé pour faire place à la bonne foi et à la confiance, ce jour là le minimum de réduction des armements compatible avec la sécurité nationale (visé par l'art. 8 du Pacte) sera égal à zéro. Ce n'est pas à ce chiffre que la conférence aboutira.

Aussi bien pensons-nous que la Société des Nations est plus près d'atteindre son but pacifique en s'efforçant de limiter les conflits, de les atténuer, voire de les éviter, qu'en commençant par supprimer, réduire ou stabiliser les armements. Mais, objectera-t-

on, ne comprenez-vous pas que, dépourvus d'armée, les pays seront moins enclins à se battre? — Certains pays peut-être! Mais s'il n'en restait qu'un seul à vouloir la guerre, nous répondrions: la suppression des armées ferait le jeu de ce pays. Or ce pays existe, c'est la Russie.

Nous sommes bien mal renseignés sur le pays des Soviets. Certains journaux bourgeois exagèrent leur phobie du bolchévisme au point de ne rechercher que ce qui peut contribuer à le noircir. C'est une bien mauvaise tactique. Notre ennemi le plus redoutable, c'est la Russie. Pour s'en préserver, il convient de voir ses avantages sur le même plan que ses défauts. On se prépare mieux à vaincre un adversaire en exagérant sa force plutôt que sa faiblesse.

Or la Russie possède plusieurs éléments de force. Deux surtout retiendront notre attention: la collaboration des communistes étrangers et le plan quinquennal.

Pourquoi? Parce que, même au cas où les soviets feraient le simulacre d'un désarmement et surtout si, prenant cette farce au sérieux, les autres pays supprimeraient leur armée, ces éléments, loin de perdre leur importance, verraient encore leur valeur accrue.

«Chaque prolétaire doit se considérer comme soldat de l'armée rouge», disent les Soviets. Si tous les communistes n'ont pas encore suivi l'exemple de leurs camarades allemands, lesquels font partie intégrante de l'armée rouge et ont juré «de combattre dans ses rangs au cours de la guerre éventuelle», ils ne s'efforcent pas moins de désagréger la défense nationale, de trahir une patrie qu'ils renient, prêts qu'ils sont à saboter la mobilisation de l'armée, à semer la panique parmi les civils, à démoraliser les combattants et à leur tirer dans le dos. «Wir kämpfen vorläufig mit der Faust», lit-on sur les bannières qui président aux exercices et aux défilés des communistes zuricois et bâlois. On tolère aussi leur uniform kaki. De sans-patrie fanatisés, dont Lénine est le Messie, il faut s'attendre au pire, surtout si des spécialistes à la Humbert-Droz, soigneusement formés à l'école bolcheviste, peuvent librement les organiser.

Le plan quinquennal nous conduit sur un terrain en apparence pacifique. Mais le gouvernement soviétique a compris la parenté étroite qui existe — et que le gros public semble ignorer — entre la situation économique d'un pays et sa préparation à la guerre. Que le plan quinquennal n'aboutisse pas complètement dans le délai voulu, c'est possible, mais il est certain qu'il aura permis à la Russie de s'armer prodigieusement et de se rendre indépendante dans une large mesure des fournisseurs militaires étrangers.

Or c'est là un point essentiel.

Lorsqu'on étudie la question du désarmement, il convient de classer les pays en deux groupes. Font partie du premier ceux qui, dans les limites de leur territoire, peuvent trouver toutes les ressources nécessaires pour vivre et pour forger des armes. Rentrent dans le second les pays qui, comme la Suisse, doivent recourir à des fournisseurs étrangers. A supposer que le désarmement aboutisse, la situation de ces deux groupes serait totalement différente. Les pays appartenant au second groupe se sont constitué d'importantes réserves, afin de ne pas être à la merci d'un blocus qui empêcherait tout ravitaillement en vivres et en matériel. Le jour où, désarmés et privés de ces réserves, ils entreraient en conflit avec un pays de la première catégorie, ils se verraient livrés totalement sans défense à leur adversaire.

On comprend mieux maintenant pourquoi la Russie des Soviets, dont le plan quinquennal tend à faire une puissance de la première catégorie, propose aux autres le désarmement pur et simple. C'est le geste du bandit qui, après avoir dissimulé son arme, fait camarade des deux mains pour inspirer confiance.

En attendant, la Russie ne dissimule rien. Elle augmente ses effectifs «de défense», selon la formule consacrée par tous les Etats disposant d'une force armée. Ses divisions dépassent de beaucoup le nombre de nos bataillons d'élite et de landwehr additionnés. En 1928, on a introduit l'instruction militaire dans les écoles supérieures et techniques, en 1930 dans les classes supérieures des écoles secondaires. Les cours sont obligatoires pour tous les élèves «quels que soient leur sexe et leur âge». Cinq millions de jeunes communistes (Komsomols) armés et se livrant presque quotidiennement à des exercices militaires constituent le noyau de l'armée «civile» destinée à renforcer les troupes régulières. Il existe en outre des détachements mobiles des prolétaires des usines et des fabriques. Les pionniers (lisez éclaireurs) sont militarisés. Une association qui compte plus de 21 millions d'adhérents, l'Ossoaviochime, dirige l'instruction militaire de la population civile, organise des tirs et des exercices, prépare la défense contre les gaz et collecte en faveur de l'aviation.

Admettons que, gagnée par l'émotion qui va se dégager des débats de Genève, la Russie supprime tout cela. Va-t-elle du même coup renoncer à faire triompher la révolution mondiale? Il faudrait être singulièrement privé de sens commun pour faire crédit de confiance à un criminel qui se glorifie de ses méfaits et encourage par tous les moyens les bandits d'autres pays à suivre son exemple. Et pourtant certains gouvernements semblent croire à la bonne foi des Soviets. Le loup se ferait berger!

La réalité est autre. La Russie, secondée par la finance internationale, par des étrangers (politiciens, fabricants ou ingénieurs, sans scrupule dès que leur intérêt privé est en jeu) cherche à se relever économiquement. Ce faisant, elle vise moins au bien-être de ses habitants qu'au bonheur universel, tel qu'elle le conçoit, c'est-à-dire sous l'égide communiste. Son effort économique aboutit en fait à une formidable préparation à la guerre.

Preuve en est la fête du 1^{er} mai 1931, intitulée «de la paix et du travail». Alors que ce jour-là nos chefs socialistes vitupéraient contre l'armée suisse, qualifiée à cet effet d'armée «capitaliste», l'armée prolétarienne rouge défilait durant six heures à Moscou et cinq heures à Léninegrad. Intéressante est la signification que les «Izvestia» dégagent de ces démonstrations: «L'effort pour industrialiser le pays a trouvé sa plus éclatante expression dans la revue de l'armée rouge... L'armement, les tanks, les avions, les produits chimiques de guerre (entendez par là les gaz asphyxiants), tout est fourni abondamment à l'armée par notre industrie en pleine croissance. Le peuple a vu de ses propres yeux que ses efforts en vue de développer l'industrie n'ont pas été vains: ils ont eu l'évident résultat de renforcer la défense du territoire.»

Comment les Soviets entendent «renforcer la défense du territoire», un ordre du jour de Vorochilov, commissaire à la guerre, adressé le 1^{er} mai 1931 aux troupes du Caucase, nous l'explique: «Des dizaines de millions de chômeurs, des centaines de millions de gens voués à la famine et à la mort — c'est de nous qu'il parle — une crise économique sans précédent dans l'histoire, des centaines de millions d'esclaves coloniaux dressés contre le capitalisme, pour la révolution, pour les Soviets, pour l'U. R. S. S. — qualifiée autre part de «puissant soutien de la révolution internationale — voilà réunies des conditions favorables pour tenter une offensive.»

Les Soviets n'innovent malheureusement rien en fait de fourberie. De tout temps, les agresseurs ont justifié leur acte par la formule: la meilleure défense, c'est l'attaque.

Nous sommes donc au clair sur l'un des buts et non des moindres visés par le plan quinquennal. Si l'on songe que toutes les usines de métallurgie et de constructions mécaniques sont aptes à fabriquer des armes et des munitions, qu'elles ont acquis une capacité de production accrue de 450 % comparée à celle d'avant-guerre, que l'industrie chimique a pris un essor inouï, que l'on fabrique fébrilement des tracteurs, facilement transformables en chars de combat, (la seule usine de Stalingrad en produit 161 par jour), que la Russie a activé l'exploitation des gisements de pétrole jusqu'à se placer au second rang après les Etats-Unis, qu'au rythme où l'on travaille, l'U. R. S. S. occupera

dans deux ans la première place pour le nombre des avions, des usines d'avions et des pilotes spécialisés, on conviendra que même désarmée la Russie disposera encore d'un potentiel de guerre propre à faire réfléchir tous ceux qui tiennent à une patrie et qui pour mériter de la garder doivent être prêts à la défendre.

Le moment est-il venu de supprimer notre armée?

Les chefs socialistes le croient. Ils refusent de voter le budget militaire, s'efforcent méthodiquement de bouleverser notre régime économique, entretiennent la hideuse lutte des classes: cela n'a rien de surprenant, car leur internationalisme s'apparente étroitement à celui des communistes, leur frère siamois. Mais que penser des citoyens se prétendant Suisses qui pour éviter la guerre, s'acharnent contre le seul instrument de paix *présentement* efficace: notre armée?

Soll die Schweiz abrüsten?

Nach einer Anfrage der «Zürcher Illustrierten».

Die Frage des Problems der Abrüstung hängt enge mit der Frage über die Berechtigung des Krieges oder nicht zusammen. Diese letztere Frage ist eine weltanschauliche Angelegenheit und kann nur vom Verstande auf Grund der Geschichte, der Erkenntnis naturwissenschaftlicher Vorgänge entschieden werden, wobei die reinen Gefühlsmomente nicht die ausschlaggebende Rolle spielen dürfen. Der Krieg ist eine Naturerscheinung wie Erdbeben, Lawinen, Schlagwetter, Ueberschwemmungen und Krankheit, deren vollkommenes Verschwinden nicht in Menschenmacht gegeben ist. Der Krieg kommt dem Begriff der Krankheit am allernächsten, wenn wir ihn unter das Bild der traumatischen Epidemie einreihen, der auf einer begrenzten Fläche in einem engen Zeitraum zusammengedrängten Vernichtung menschlicher Lebewesen sich abspielt, wie dies anlog jahrhundertlang in ähnlicher Weise durch die Epidemien auch geschieht. Weder die naturwissenschaftlichen Gesetze der Epidemien noch die historischen des Krieges und der Kriegerscheinungen sind restlos erkannt. Wir wissen nur, dass diese Erscheinungen rhythmisch auftreten und wahrscheinlich im Zusammenhange mit kosmischen, der menschlichen Einwirkung sicher entzogenen Kräften stehen, also den dämonischen Urgewalten angehören. Aber nicht nur der Krieg ist ein leidenschaftliches Trauma, sondern auch der Friede verzehrt Menschenleben und kostet Ströme von Blut, vielleicht grössere und reichlichere als der Krieg. Schon vor dem Weltkriege konnte man errechnen, dass z. B. in der deutschen Industrie in einem